

Les régions emportent l'orientation scolaire et l'apprentissage

" Les fils du dialogue sont renoués " a déclaré Hervé Morin, président de l'Association des régions de France (ARF) à la sortie d'une rencontre décisive avec le premier ministre le 15 janvier. Selon l'ARF, non seulement les régions restent pilotes pour l'apprentissage mais elles emportent l'orientation scolaire.



Depuis décembre, le dialogue était rompu entre les régions et le gouvernement. L'ARF accusait le gouvernement de vouloir confier l'apprentissage aux branches professionnelles, une perspective inadmissible pour l'ARF.

Selon l'ARF, les régions auraient eu gain de cause sur l'ensemble de leurs demandes. L'ARF aurait obtenu " la simplification des conditions d'embauche et de travail des apprentis mineurs". Le financement de l'apprentissage serait revu pour tenir compte des branches professionnelles. L'ARF annonce " un nouveau modèle de financement basé sur une contribution nationale de 0,80% de la masse salariale. Cette contribution qui remplacerait la taxe d'apprentissage serait ensuite redistribuée en fonction du nombre de contrats par branche, et adaptée en fonction de la spécificité des territoires".

Les régions emporteraient aussi l'orientation scolaire, une demande récurrente depuis des années. Selon l'ARF, "le Premier ministre et le ministre de l'Education nationale ont donné leur accord pour que l'orientation puisse être confiée aux Régions, avec le choix laissé au personnel concerné de rejoindre ou non les services de la Région".

En novembre 2017, F Bonneau, vice président de l'ARF en charge du dossier, nous avait précisé " on veut prendre la responsabilité de l'orientation pour que l'établissement puisse trouver dans son environnement des offres d'accueil et sensibiliser les jeunes pour qu'ils forment progressivement leur projet". Pour lui " l'information est portée par des enseignants et des conseillers d'orientation qui par leurs charges n'ont pas assez la possibilité de comprendre le monde économique".

Si le gouvernement suit la déclaration de l'ARF, cette décision aura un impact important sur la carrière des personnels des CIO. Dans les établissements elle devrait se traduire par l'arrivée de nouveaux agents ayant pour mission de faire le lien entre établissement scolaire et les entreprises locales. C'est à coup sûr un changement d'atmosphère dans les établissements qui ne va pas être sans poser de problèmes.

L'ARF et le gouvernement se seraient aussi mis d'accord sur "une plus grande intégration des milieux économiques dans la construction des référentiels de formation" en enseignement professionnel.

[Déclaration ARF](#)

[Ce que demandent les régions](#)